

endiguer la prolifération des armes de destruction massive et l'accumulation de stocks d'armes conventionnelles dans la région. Ces questions cruciales (...) font déjà l'objet de négociations multilatérales. Toutefois, leur succès a été jusqu'à date limité en raison du manque de volonté politique ou encore des intérêts contradictoires des différents protagonistes. Il est urgent de redoubler nos efforts afin que se manifeste une puissante volonté politique. C'est fort de cette conviction que le Canada entend se faire le promoteur, au cours des prochains mois, d'un Sommet mondial sur les instruments de guerre et les armements de destruction massive.¹

Dans une allocution prononcée devant la Chambre de commerce de Calgary le 1^{er} mars 1991, M. Clark a évoqué les difficultés qui se présentent lorsque l'on essaye de limiter les transferts d'armes. Il a relevé que c'étaient les pays de la coalition qui avaient renforcé l'arsenal de l'Irak en vendant des armes à ce dernier et il a noté que l'apparition de nouveaux États fournisseurs était inquiétante.

Pendant 45 ans, la recherche de la sécurité au Moyen-Orient s'est faite principalement par la voie des armes. Résultat : l'échec. (...) Des milliards et des milliards de dollars dépensés en armes -- et pour quoi? Pour cinq guerres entre Israël et ses voisins. Pour que le Liban soit réduit à un tas de décombres. Et pour cette guerre (...) Par elles-mêmes, ces initiatives (du Canada) ne serviront pas à surmonter tout le problème que pose le commerce des armes. Il faut donc que d'autres pays agissent, et qu'ils agissent de façon concertée. Mais nos initiatives ne sont pas vaines et je crois qu'elles montrent que nous sommes décidés à concrétiser nos attentes.²

DÉBAT PARLEMENTAIRE

En réponse à une question posée par M. Jean-Guy Guilbault (Parti conservateur) lors d'une audience du Comité permanent des Affaires étrangères, M. Clark s'est déclaré encouragé par la réaction de la communauté internationale à la proposition du gouvernement; il a ajouté que celui-ci allait maintenant s'efforcer de former un groupe de travail avec différents États afin d'en poursuivre la planification.

(...) il est bien important d'avoir certains pays du Sud, des pays en voie de développement, pour éviter la possibilité qu'une telle conférence puisse être perçue comme une chose arrangée par les pays riches (...)³

¹Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, «Le Canada et les défis de l'après-guerre du Golfe», *Déclaration*, 91/10, 8 février 1991, p. 7-8.

²Ministère des Affaires extérieures, «Nous avons l'obligation d'arrêter la course aux armements», *Le Bulletin du désarmement*, n° 16, printemps 1991, p. 6-7.

³Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, *Procès-verbaux et témoignages*, n° 105, 21 mars 1991, p. 37.